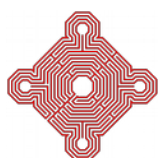


LES ABORDS DE MONUMENTS HISTORIQUES

La présente fiche a pour objet de présenter les abords de monuments historiques qui permettent la protection de l'environnement architectural, urbain et paysager des monuments historiques.



Château de Gordes et ses abords



FICHE PRATIQUE

MONUMENTS HISTORIQUES & ESPACES PROTÉGÉS

La conservation et la mise en valeur d'un monument historique dépendent en grande partie de la qualité des travaux réalisés dans son environnement architectural, urbain et paysager. Afin de protéger l'environnement des monuments historiques, la loi a prévu l'institution des abords de monuments historiques.

1. Origine :

La loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques a été complétée par la loi du 25 février 1943 qui institue le régime juridique dit « des abords ». Ce régime a évolué en 2000 et 2005 afin de permettre la modification de ces périmètres et leur adaptation aux enjeux patrimoniaux des territoires concernés. La loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 clarifie ce régime de protection.

Ce dispositif est codifié dans le code du patrimoine (articles L.621-30 à L.621-32 et R.621-92 à R.621-96-17).

2. Définition :

Les abords protègent les immeubles qui forment avec un monument historique un **ensemble cohérent** ou qui sont **susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur**.

Il existe deux types d'abords de monuments historiques :

1) Périmètre délimité des abords (PDA) :

La protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, situé dans le périmètre délimité en fonction des enjeux patrimoniaux.

Un périmètre délimité des abords peut être commun à plusieurs monuments historiques.

2) Covisibilité à moins de cinq cents mètres :

À défaut de périmètre délimité, la protection au titre des abords s'applique aux immeubles, bâtis ou non bâtis, qui sont visibles du monument historique ou visibles en même temps que lui (covisibilité) et qui sont situés à moins de cinq cents mètres du monument historique. Il appartient à l'architecte des Bâtiments de France d'établir le lien de covisibilité.

Cette protection est effective dès lors qu'un monument est classé ou inscrit au titre des monuments historiques.

3. Procédure d'élaboration des périmètres délimités des abords :

La procédure d'élaboration des périmètres délimités des abords prévoit les étapes suivantes :

- proposition d'un périmètre par l'architecte des Bâtiments de France ;
- avis de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale en cas d'élaboration concomitante à l'un de ces documents d'urbanisme. Le cas échéant, cette autorité consulte les communes concernées ;
- enquête publique qui peut être unique en cas d'élaboration concomitante à l'un des documents d'urbanisme pré-cité et qui inclut la consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial du monument historique ;
- accord de l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme ;
- création par décision du préfet de région ;
- annexion au document d'urbanisme.

En cas de refus de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, le périmètre peut être créé après avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture si le périmètre ne dépasse pas la distance de 500 mètres à partir du monument historique. Si le périmètre dépasse cette distance, le périmètre peut être créé par décret en Conseil d'État après avis de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture.

4. Effets :

Les travaux susceptibles de modifier l'aspect extérieur d'un immeuble protégé au titre des abords de monuments historiques sont soumis à une autorisation préalable et à l'accord de l'architecte des Bâtiments de France.

Pour plus d'information sur ce point, vous pouvez vous reporter à la rubrique « Réaliser des travaux en abords d'un monument historique ».

Les abords de monuments historiques ne produisent pas d'effet sur les immeubles qui bénéficient déjà d'une protection au titre des monuments historiques ou au titre des sites patrimoniaux remarquables.

5. En chiffres :

Environ 44 000 immeubles sont classés ou inscrits au titre des monuments historiques et génèrent un périmètre de protection au titre des abords. Environ 1200¹ d'entre eux sont des périmètres délimités des abords.

1 chiffre juillet 2016